

Rui Oliveira Santos : "Oh la belle affaire : une ferme XXL dans le Gers"

L'élú Aucitain et écologiste s'en explique



Rui Oliveira Santos : "Oh la belle affaire : une ferme XXL dans le Gers"

"Nous avons tous entendu parler de la ferme des mille vaches; c'était dans le Nord, loin de chez nous. Cette fois-ci, cela se passe bien dans le Gers, à Roquelaure, aux portes d'Auch, où l'on découvre un projet d'agrandissement d'une ferme pouvant accueillir jusqu'à 800 bovins (cf. la Dépêche du Midi du 7 avril). Rappelons que la ferme aux 800 bovins, reprise il y a un an, a remplacé l'activité laitière (100 vaches) par une activité d'allotement et d'engraissement de veaux broutards (500 veaux aujourd'hui et 800 veaux en projet), destinés au marché algérien, lointain de plus de 1200 Km.

Rien de surprenant (!), à en croire certains élus ainsi que les dires des plus hauts responsables agricoles du département, qui se congratulent de cette orientation. Le président de la Chambre d'agriculture, confié à la Dépêche qu'il s'agit « d'un bon outil pour le Gers » : « Ça peut doper le marché du broutard dans le département ». La musique est bien rodée : l'agrandissement et la concentration des structures seraient inévitables, afin de garder la nécessaire compétitivité de l'agriculture française et sa vocation exportatrice.

Mais, cette vision du développement agricole est-elle toujours de mise ? Et sert-elle le modèle agricole et alimentaire gersois ?

C'est vite oublier les effets négatifs de la poursuite d'un modèle de développement agricole productiviste, basé sur l'industrialisation de l'agriculture et privilégiant l'exportation :

- l'agrandissement des structures se fait au détriment de l'installation conduisant à la disparition progressive des petites exploitations et aggravant la désertification des territoires ruraux les plus isolés;
- l'agriculture industrielle est largement responsable des crises sanitaires (par l'effet de concentration qui favorise la propagation des maladies) ainsi que de la malbouffe, entraînant des effets pervers (obésité, cancers...) très coûteux pour notre système de santé;
- les pratiques culturales intensives polluent l'environnement, déciment la biodiversité et intègrent de façon minimaliste la problématique du bien-être animal (les bovins sont interdits de sortie en pâturage, car la recherche du rendement préconise de les parquer dans des box avec une aire de circulation réduite afin d'optimiser la conversion en viande);
- le bilan carbone d'une agriculture exportatrice est déplorable (les produits doivent être transportés sur des milliers de km) et les exportations peuvent être dévastatrices pour les agricultures vivrières des pays les moins avancés, qui subissent de plein fouet les effets cumulatifs du dumping (par les subventions aux exportations) et des handicaps économiques, du fait des énormes écarts de productivité entre les agricultures manuelles et celles fortement mécanisées des pays développés).

D'autant plus invraisemblable que le Gers se caractérise par une agriculture de polyculture-élevage, structurée autour d'exploitations de taille petite à moyenne, particulièrement bien intégrée à des marchés locaux à renommée nationale pour ce qui concerne certaines productions animales (cf. marchés au gras), et que les collectivités territoriales investissent et militent depuis longue date pour un autre modèle d'agriculture de type familial, conciliant à la fois l'assise sur le territoire, la qualité des produits et la proximité. Preuve en est de l'engagement de la communauté d'agglomération du Grand Auch dans la modernisation de l'abattoir, des politiques de soutien à la qualité promues par le Conseil départemental (label Gers) et la région Occitanie (labels qualité et aides à l'agriculture biologique).

N'oublions pas non plus que, chemin faisant, les successives réformes de la Politique agricole commune (Pac) entérinent l'inéluctable transformation de l'agriculture productiviste, datée des années 1960, en encourageant l'émergence de nouvelles façons de produire (d'où le slogan ministériel vantant le produire autrement) plus favorables à l'agro-écologie, au développement des circuits courts, à une alimentation responsable et de qualité.

Comment trouver tout cela dans une ferme à gestion managériale, qui industrialise sa production destinée à des marchés d'exportation tout en utilisant les ressources du territoire pour atteindre de façon rationnelle ses objectifs de rendement et de performance économique, mais dont les retombées sur le territoire sont loin d'être acquises et partagées : quel impact sur l'emploi, sur l'activité de l'abattoir d'Auch, sur les marchés locaux, sur les ressources environnementales (gestion des déjections animales) ?? Bien d'interrogations qui doivent à ce jour nous interpeller, à un moment où les Conseillers Départementaux ont décidé de "Réinventer le Gers" et alors que le président gersois de l'Agence Nationale de la Biodiversité a écrit le 25 mars qu' "il est urgent d'agir et de changer nos modes de vie et de consommation".

Par Rui OLIVEIRA SANTOS, Enseignant en Lycée agricole, élu municipal à Auch et écologiste.